ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 4 novembre 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant réglementation générale en matière de frais de parcours", a donné en sa séance du 5 décembre 1950 l'avis suivant:

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui répondent aux intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées. Ces modifications sont contenues dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4e November 1950 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende algemene regeling op het stuk van reiskosten", heeft ter zitting van 5 December 1950 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor, in het ontwerp een aantal vormwijzigingen aan te brengen die beantwoorden aan de bedoelingen der Regering zoals die hem werden medegedeeld. Deze wijzigingen zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL PORTANT REGLEMENTATION GENERALE EN MATIERE DE FRAIS DE PARCOURS.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat;

Considérant que le taux des indemnités accordées ne correspond plus aux conditions économiques actuelles;

Vu l'avis de la Commission chargée de la revision des indemnités et allocations de toute nature liquidées aux personnes rétribuées à charge du Trésor et aux personnes non rétribuées à charge du Trésor, conformément à l'arrêté du Régent du 8 juillet 1946;

Vu l'avis de la Commission interdépartementale de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en Conseil,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE PREMIER - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1er.-

Les frais de parcours résultant de déplacements effectués pour les besoins du service de l'Etat sont couverts par le Trésor public dans les formes et dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Article 2.-

Tout déplacement est subordonné à l'autorisation du ministre ou de son délégué.

Cette autorisation peut être générale, notamment dans les cas où les intéressés sont appelés à se déplacer régulièrement.

Le ministre refuse le remboursement des frais de voyage lorsqu'il estime qu'il s'agit de déplacements non justifiés; il les réduit dans la mesure où ils seraient exagérés ou auraient normalement pu être évités.

Article 3.-

En principe, chaque déplacement pour le compte de l'Etat doit se faire à l'aide du moyen de transport le

.../...

moins onéreux pour le Trésor. Il ne peut être dérogé à ce principe que si l'intérêt du service l'exige.

Article 4.--

Dans l'intérêt du service, certaines personnes peuvent être autorisées à utiliser un moyen de transport personnel dans les conditions prévues au chapitre II, section 3, du présent arrêté.

CHAPITRE II. - DISPOSITIONS PARTICULIERES.

Section 1ère. Utilisation des moyens de transport en commun.

Article 5.-

Quel que soit le moyen de transport employé, les débours réels sont remboursés sur la base des tarifs officiels ou notoires ou, selon le cas, sur déclaration certifiée sincère et visée par le chef de service.

Il en est de même dans le cas exceptionnel où l'intéressé n'a pas été à même d'utiliser les moyens de transport en commun mis à sa disposition et a dû recourir à tout autre moyen de transport dont l'utilisation se justifie par la nature et l'urgence de la mission.

Une justification spéciale est requise à l'appui de la déclaration pour tous les frais de transport atteignant 50 francs.

.../...

Article 6.-

Les agents astreints à des déplacements fréquents en chemin de fer ou en chemin de fer vicinal reçoivent un abonnement général quand leur activité s'étend habituellement à toute l'étendue du territoire, et un abonnement limité quand ils exercent effectivement leurs fonctions dans certaines localités ou régions.

Les agents qui ne sont pas pourvus d'un abonnement obtiennent de leur administration, pour leurs déplacements en chemin de fer, des réquisitoires à échanger contre un coupon ordinaire.

Article 7.-

Si la station de départ est située dans la résidence effective de l'agent et que celle-ci ne correspond pas avec sa résidence administrative, il ne peut en résulter de charges supplémentaires pour le Trésor. Le supplément éventuel à résulter du déplacement incombe à l'intéressé.

Article 8.-

Si les moyens de transport en commun comportent plusieurs classes, la classification suivante est respectée :

1° A l'étranger :

1ère classe : les fonctionnaires bénéficiant des barèmes des groupes VIII, IX, X;

2ème classe : tous les autres agents.

.../...

2° En Belgique :

1ère classe : les fonctionnaires bénéficiant d'un barème du groupe X;

2ème classe et 1ère classe en vicinaux : les fonctionnaires et agents bénéficiant des barèmes des groupes IV à IX et 105 à 107;

3ème classe et 2ème classe en vicinaux : les agents bénéficiant des barèmes des groupes I, II, III, 101 à 104.

Le ministre intéressé, de l'avis conforme du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, détermine l'assimilation pour le personnel dont le traitement n'est pas compris dans un des groupes barémiques visés ci-dessus, ainsi que pour les personnes étrangères à l'administration.

Article 9.-

Lorsqu'un agent est appelé à effectuer des déplacements fréquents dans sa résidence administrative, une indemnité forfaitaire peut lui être octroyée.

A défaut de forfait, les agents peuvent obtenir le remboursement des frais de tramways ou d'autobus pour les déplacements de service supérieurs à deux kilomètres.

Il n'est pas tenu compte des frais déboursés à l'occasion de parcours accomplis du domicile de l'intéressé à une station du réseau ferré (chemins de fer ou vicinaux) ou vice versa.

Les déplacements de service urgents ou les transports de colis pondéreux donnent toujours lieu au remboursement des frais de tram ou d'autobus utilisés à cette fin.

.../...

Le transport de documents confidentiels ou de grande valeur peut donner lieu au remboursement des frais de taxi supportés, à condition que les intéressés justifient de la nécessité d'utiliser ce moyen de transport.

Section 2. Utilisation de moyens de transport appartenant à l'administration.

Article 10.-

Les parcours effectués à bicyclette donnent droit, sur déclaration de l'agent, à une indemnité de 0,25 franc par kilomètre parcouru. Les frais d'entretien et de réparations sont à sa charge.

Article 11.-

Les parcours effectués à motocyclette donnent droit à une indemnité kilométrique forfaitaire de 0,57 franc, à charge pour l'agent de supporter les frais d'utilisation, d'entretien et d'équipement personnel; les grosses réparations restant seules à la charge du Trésor. Ce taux est ramené à 0,52 franc lorsque l'agent reçoit un équipement de l'administration.

Article 12.-

Les parcours effectués en automobile ne donnent droit à aucune indemnité, tous les frais résultant de l'utilisation et de l'entretien des voitures étant à la charge du Trésor.

.../...

Article 13.-

Il est tenu pour chaque véhicule à moteur de l'Etat un livret de courses dont le modèle sera fixé par le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Section 3. Utilisation de moyens de transport personnels.

Article 14.-

Tout agent qui, de l'accord du ministre ou de son délégué, utilise sa bicyclette personnelle dans l'intérêt du service a droit sur sa déclaration à une indemnité de 0,35 franc par kilomètre parcouru. Les frais d'entretien et de réparation sont à sa charge.

La présente disposition ne fait pas obstacle à l'établissement, par dispositions particulières, d'un régime forfaitaire propre à une administration déterminée, de l'accord du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Article 15.-

Les autorisations d'utiliser, pour les besoins du service, une motocyclette ou une voiture automobile personnelle, feront l'objet d'un arrêté ministériel pris de l'accord du Ministre des Finances. Les autorisations ne sont valables que jusqu'au 31 décembre de chaque année; elles sont subordonnées à la tenue d'un livret de courses identique à celui prévu à l'article 13. Les fonctionnaires généraux sont toutefois dispensés de la tenue de ce livret.

.../...

L'arrêté ministériel fixera également le maximum kilométrique annuel autorisé, la puissance imposable maximum du véhicule admise pour la liquidation de l'indemnité et, éventuellement, la localité dont il est question dans l'article 24, alinéa 2.

En aucune façon, la puissance imposable du véhicule admise pour la liquidation de l'indemnité ne pourra dépasser 9 CV lorsque le maximum kilométrique annuel autorisé ne dépasse pas 12.000 kilomètres, et 14 CV lorsque le maximum kilométrique annuel autorisé ne dépasse pas 24.000 kilomètres.

Si la puissance imposable effective du véhicule n'atteint pas la puissance imposable fixée par le ministre, le taux de l'indemnité kilométrique est déterminé par la puissance imposable effective.

Sauf disposition expresse, l'agent ne peut porter en compte les déplacements à l'intérieur de l'agglomération de sa résidence administrative. Le cas échéant, l'autorisation spéciale du ministre fixe un maximum kilométrique distinct pour ces déplacements.

Article 16.-

Un prêt sans intérêt remboursable en quatre ans au plus peut être consenti, aux conditions et suivant une procédure à déterminer par le Ministre des Finances, en vue de l'achat d'une voiture automobile ou d'une motocyclette, aux membres du personnel définitif ou stagiaire rétribués par l'Etat et exerçant des fonctions qui entraînent régulièrement des déplacements dont la distance totale pouvant être parcourue en voiture ou en motocyclette atteint au moins 18.000 kilomètres par an. Cependant, ce minimum kilométrique peut être ramené par le Ministre des Finances à 12.000 kilomètres dans des cas particuliers.

Article 17.-

Ce prêt ne peut dépasser le prix d'achat du véhicule (taxe comprise) et,en toute occurrence,100.000 francs s'il s'agit d'une voiture automobile,et 30.000 francs s'il s'agit d'une motocyclette.

Article 18.-

En remboursement de ce prêt, il est effectué une retenue sur le montant de l'indemnité kilométrique allouée aux intéressés. Sauf accord de l'intéressé, le montant de cette retenue ne peut excéder celui de l'annuité prévue dans l'acte de prêt.

Article 19.-

Si les fonctions de l'agent auquel un prêt a été consenti prennent fin avant le remboursement du prêt, le paiement du solde est exigible dans un délai de trois mois.

Article 20.-

Les personnes qui utilisent pour leurs déplacements de service un véhicule leur appartenant ont droit, pour couvrir tous les frais résultant de l'utilisation du véhicule, à une indemnité kilométrique fixée conformément au tableau suivant :

.../...

Classe	Puissance fiscale (C.V.)	Indemnité kilométrique.		
1	2	3	4	5
I	19 et +	4,30	3,95	2,80
	18	4,05	3,75	2,60
	17	3,80	3,55	2,40
	16	3,70	3,45	2,30
	15	3,55	3,35	2,20
II	14	3,40	3,25	2,10
	13	3,25	3,15	2,--
	12	3,10	3,--	1,90
	11	2,95	2,85	1,85
	10	2,80	2,70	1,80
III	9	2,70	2,60	1,75
	8	2,60	2,50	1,70
	7	2,45	2,40	1,60
	6	2,35	2,30	1,50
	5 et -	2,20	2,15	1,40
Motos	350 cm3 de cylindrée et +	1,25		0,95
Motos	- de 350 cm3 de cylindrée	1,15		0,85

Les taux figurant à la colonne 3 sont attribués pour les 12.000 premiers kilomètres, sauf s'il s'agit de personnes exonérées de la taxe de circulation qui bénéficieront pour les 12.000 premiers kilomètres du taux prévu à la colonne 4.

L'indemnité prévue à la colonne 5 est allouée :

1° pour les déplacements du personnel de l'Etat à partir du 12.001ème kilomètre par an;

2° pour les déplacements des membres du personnel de l'Etat qui exercent en même temps une profession libérale;

.../...

3° pour les déplacements des personnes étrangères à l'Etat.

Pour les déplacements en Allemagne occupée, le montant de l'indemnité est diminué de 25 p.c.

Article 21.-

Les personnes autorisées à user de leur voiture automobile ou de leur motocyclette personnelle pour les besoins du service sont tenues de contracter une assurance couvrant l'Etat contre tous risques découlant d'accidents survenus aux tiers. Celles qui bénéficient du prêt prévu à l'article 16 du présent arrêté sont tenues de contracter une assurance couvrant l'Etat contre tous risques.

Article 22.-

Il est accordé aux ministres et aux gouverneurs des provinces qui utilisent pour leurs déplacements leur voiture personnel en lieu et place de celle mise à leur disposition par le gouvernement, une indemnité forfaitaire de 4,50 francs par kilomètre. Tous les frais résultant de l'utilisation de leur véhicule sont à leur charge.

Section 4. - Dispositions communes aux sections 2 et 3.

Article 23.-

Le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions est autorisé à modifier le taux des indemnités prévues au présent arrêté par voie de disposition générale lorsque le coût de l'un des éléments de calcul est modifié.

.../...

La même autorisation est accordée au Ministre des Finances en ce qui concerne le montant du prêt lorsque les circonstances économiques le justifient.

Article 24.-

Les indemnités kilométriques sont calculées en prenant pour base la longueur kilométrique réelle des routes utilisées. Toutefois, les fonctionnaires ou agents qui ne résident pas au siège de leurs fonctions et qui se déplacent en prenant comme point de départ ou de retour leur résidence habituelle, ne peuvent obtenir une indemnité supérieure à celle qui leur serait due si les déplacements avaient comme point de départ et de retour leur résidence administrative.

Dans tous les cas où la résidence administrative de l'agent est située en dehors du secteur où il exerce son activité administrative, l'autorisation d'utiliser une motocyclette ou une voiture automobile personnelle pour les besoins du service fixera une localité à l'intérieur du secteur, qui servira de point de départ pour le calcul de la longueur des parcours effectués pour les besoins du service.

Article 25.-

Les indemnités prévues aux articles 10, 11, 14 et 20 sont liquidées sur production d'une déclaration sur l'honneur, appuyée d'un relevé détaillé établissant le nombre de kilomètres parcourus pour le service, sans que ce nombre puisse excéder pour les indemnités prévues à l'article 20 le maximum fixé, conformément à l'article 15. Les indications fournies par les intéressés pourront être vérifiées au moyen du livret de courses.

.../...

Article 26.-

Les chefs de cabinet des ministres, les secrétaires généraux des ministères et les officiers généraux sont autorisés à utiliser leur voiture personnelle pour leurs déplacements de service.

Les dispositions de l'article 15 ne leur sont pas applicables. Ils bénéficient de l'indemnité sur production d'une déclaration sur l'honneur établissant le nombre de kilomètres parcourus dans l'intérêt du service, sans que ceux-ci puissent excéder 18.000 kilomètres par an. La puissance imposable effective du véhicule détermine le taux de l'indemnité kilométrique.

Article 27.-

L'indemnité prévue en faveur des ministres et gouverneurs des provinces leur est liquidée sur production d'une déclaration établissant le nombre de kilomètres parcourus au cours de la période considérée.

Article 28.-

Les personnes étrangères à l'administration faisant partie de commissions ou de jurys peuvent être autorisées, par le ministre intéressé, à utiliser leur voiture personnelle. Dans ce cas, les dispositions des articles 15 à 20 ne leur sont pas applicables. Elles bénéficient d'une indemnité égale au prix du réquisitoire auquel elles pourraient prétendre.

.../...

CHAPITRE III. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.

Article 29.-

Les personnes autorisées antérieurement à utiliser un véhicule d'une puissance imposable supérieure à celle de la classe à laquelle ils appartiennent bénéficient, à titre transitoire et jusqu'au remplacement de leur voiture actuelle, d'une indemnité calculée d'après le taux correspondant à la puissance imposable de la dite voiture.

Article 30.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 12 janvier 1923 fixant les frais de parcours;

2° l'arrêté royal du 13 novembre 1928 qui modifie certaines dispositions relatives au régime des frais de parcours des fonctionnaires et employés de l'Etat;

3° l'arrêté royal du 26 octobre 1935 modifiant la classification établie par l'article 6 de l'arrêté royal du 12 janvier 1923, modifié par l'arrêté royal du 27 septembre 1935, fixant les frais de parcours des fonctionnaires et agents des départements ministériels;

4° l'arrêté royal du 28 octobre 1938 autorisant à partir du 1er janvier 1939 la liquidation des indemnités couvrant des charges réelles.

Cet arrêté est abrogé à la date du 15 février 1946;

5° l'arrêté royal du 5 août 1939 instaurant à partir du 1er octobre 1938 le régime des réquisitoires;

6° l'arrêté royal du 8 avril 1940 modifiant l'arrêté royal du 12 janvier 1923;

7° l'arrêté du Régent du 9 mars 1947 relatif à l'utilisation dans l'intérêt du service de voitures automobiles ou de motocyclettes par des fonctionnaires et agents des départements ministériels;

8° l'arrêté du Régent du 9 mars 1947 relatif à l'utilisation de motocyclettes propriétés de l'Etat et de véhicules pris en location;

9° l'arrêté du Régent du 9 mars 1947 relatif à l'utilisation de voitures automobiles par les ministres et les gouverneurs de province;

10° l'arrêté du Régent du 24 février 1948 relatif à l'utilisation, dans l'intérêt du service, de voitures automobiles ou de motocyclettes propriétés des officiers du département de la Défense nationale.

Article 31.-

Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge, à l'exception de l'article 28 qui sort ses effets le 1er janvier 1949.

Article 32.-

Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE ALGEMENE REGELING INZAKE REIS-KOSTEN.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht
van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, 2de lid, van de Grondwet;

Gelet op het besluit van de Regent van 29 Maart 1950 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard, door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd;

Overwegende dat het bedrag van de toegekende vergoedingen niet meer aan de huidige economische omstandigheden beantwoordt;

Gelet op het advies van de Commissie die overeenkomstig het besluit van de Regent van 8 Juni 1946 belast is met de herziening van de vergoedingen en toelagen van alle aard, welke worden uitgekeerd aan de door de Schatkist bezoldigde personen en aan de niet door de Schatkist bezoldigde personen;

Gelet op het advies van de interdepartementale syndicale commissie van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

.../...

Op de voordracht van Onze Eerste-Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1.-

De reiskosten gemaakt voor dienstreizen in het belang van de Staat worden vergoed door de openbare Schatkist overeenkomstig de vormen en de voorwaarden door dit besluit bepaald.

Artikel 2.-

Geen reis mag gedaan worden zonder de toelating van de minister of van diens gemachtigde.

Deze toelating kan algemeen zijn, inzonderheid wanneer de betrokkenen zich geregeld moeten verplaatsen.

De minister weigert de reiskosten terug te betalen wanneer hij oordeelt dat de reis niet verantwoord is; hij vermindert ze in de mate waarin zij zouden overdreven zijn of normaal hadden kunnen vermeden worden.

Artikel 3.-

Principieel moet elke dienstreis voor rekening van de Staat geschieden met het vervoermiddel dat voor de Schatkist het minst duur is. Van dit principe mag slechts afgeweken worden wanneer het belang van de dienst het eist.

.../...

Artikel 4.-

In het belang van de dienst kunnen sommige personen gemachtigd worden gebruik te maken van een persoonlijk vervoermiddel onder de voorwaarden bepaald in hoofdstuk II, afdeling 3, van dit besluit.

HOOFDSTUK II. - BIJZONDERE BEPALINGEN.

Afdeling 1. - Gebruik van gemeenschappelijke vervoermiddelen.

Artikel 5.-

Van welk vervoermiddel ook wordt gebruik gemaakt, worden de werkelijke kosten terugbetaald op de grondslag van de officiële of algemeen bekende tarieven of, naar gelang van het geval, op overlegging van een waarheidsgetrouw betuigde verklaring die door het diensthoofd is geviseerd.

Hetzelfde geldt wanneer, bij uitzondering, de betrokkene niet in staat is geweest gebruik te maken van de gemeenschappelijke vervoermiddelen die te zijner beschikking stonden en zich heeft moeten bedienen van enig ander vervoermiddel, waarvan het gebruik te verantwoorden is door de aard en het dringende karakter van de opdracht.

Een bijzondere verantwoording is tot staving van de verklaring vereist voor alle reiskosten die het bedrag van 50 frank bereiken.

.../....

Artikel 6.-

De personeelsleden die verplicht zijn zich herhaaldelijk per spoor of buurttram te verplaatsen, krijgen een algemeen abonnement wanneer hun werkzaamheid gewoonlijk het gehele land bestrijkt, en een beperkt abonnement wanneer ze werkelijk hun ambt uitoefenen in sommige gemeenten of gewesten.

De personeelsleden die niet in het bezit werden gesteld van een abonnement, ontvangen van hun bestuur, met het oog op hun reizen per spoor, reisorders welke tegen een gewoon reiskaartje moeten omgewisseld worden.

Artikel 7.-

Indien het station van vertrek gelegen is in de werkelijke woonplaats van het personeelslid en deze niet overeenstemt met de standplaats, mag daaruit geen bijkomende last voor de Schatkist voortvloeien. Het eventueel supplement waartoe de reis aanleiding geeft, is ten laste van de betrokkene.

Artikel 8.-

Indien de gemeenschappelijke vervoermiddelen verscheidene klassen omvatten, wordt de volgende indeling in acht genomen :

1° In het buitenland :

1e klasse : de ambtenaren met de weddeschalen VIII, IX, X;

2e klasse : al de overige personeelsleden.

.../...

2° In België:

1e klasse : de ambtenaren met een weddeschaal van groep X;

2e klasse en 1e klasse op de buurtspoorwegen : de ambtenaren en beambten met de weddeschalen van de groepen IV tot IX en 105 tot 107;

3e klasse en 2e klasse op de buurtspoorwegen : de beambten met de weddeschalen van de groepen I, II, III, 101 tot 104.

De minister bepaalt, op het eensluidend advies van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, de gelijkstelling voor het personeel wiens wedde niet voorkomt in een van de boven genoemde weddeschaalgroepen, alsmede voor de personen die niet tot het bestuur behoren.

Artikel 9.-

Wanneer een personeelslid zich herhaaldelijk binnen zijn standplaats moet verplaatsen, kan hem een forfaitaire vergoeding worden toegekend.

Werd geen vergoeding vooraf bepaald, dan kunnen de personeelsleden de tram- en autobuskosten terugbetaald krijgen voor de dienstverplaatsingen van meer dan twee kilometer.

Met de kosten gemaakt ter gelegenheid van ritten van de woning van de betrokkene naar een station van de spoorweg of van de buurttram of omgekeerd wordt geen rekening gehouden.

.../...

Bij spoedeisende dienstverplaatsingen of vervoer van zware colli's worden de kosten voor de daartoe gebruikte trams of autobussen steeds terugbetaald.

Bij vervoer van vertrouwelijke of waardevolle bescheiden kunnen de kosten van taxiritten terugbetaald worden, mits de betrokkenen de noodzakelijkheid van het gebruik van dit vervoermiddel verantwoorden.

Afdeling 2. Gebruik van vervoermiddelen die aan het bestuur toebehoren.

Artikel 10.-

De ritten per rijwiel geven, tegen overlegging van een verklaring door het personeelslid, recht op een vergoeding van 0,25 frank per afgelegde kilometer. De kosten van onderhoud en herstelling komen te zijnen laste.

Artikel 11.-

De ritten per motor geven recht op een forfaitaire kilometervergoeding van 0,57 frank, met verplichting voor het personeelslid in te staan voor de kosten van gebruik, onderhoud en eigen uitrusting; de zware herstellingen alleen zijn ten laste van de Schatkist. Het genoemde bedrag wordt verminderd tot 0,52 frank, wanneer het personeelslid een uitrusting van het bestuur ontvangt.

.../...

Artikel 12.-

De ritten per auto geven op geen vergoeding recht, daar al de kosten die voortvloeien uit het gebruik en onderhoud van de wagen ten laste van de Schatkist zijn.

Artikel 13.-

Voor elk motorvoertuig van de Staat wordt een reiswijzer gehouden, overeenkomstig het model dat bepaald wordt door de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

Afdeling 3. - Gebruik van eigen vervoermiddelen.

Artikel 14.-

Het personeelslid dat met de instemming van de minister of diens gemachtigde zijn eigen rijwiel gebruikt in het belang van de dienst, heeft recht op een vergoeding van 0,35 frank per afgelegde kilometer. De kosten van onderhoud en herstelling komen te zijnen laste.

Deze bepaling belet niet dat bij bijzondere bepalingen een forfaitair stelsel eigen aan een bepaald bestuur wordt vastgesteld met instemming van de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

Artikel 15.-

De toelatingen om in het belang van de dienst gebruik te maken van een eigen motor of auto, zijn het voorwerp van een ministerieel besluit dat genomen wordt met

.../...

instemming van de Minister van Financiën . De toelatingen zijn slechts geldig tot 31 December van elk jaar; zij zijn ondergeschikt aan het bijhouden van een zelfde reiswijzer als voorgeschreven in artikel 13 hierboven. De ambtenaren-generaal zijn evenwel vrijgesteld van het houden van die reiswijzer.

Het ministerieel besluit bepaalt eveneens het maximum aantal kilometers waarvoor de toelating geldt, de hoogste belastbare kracht van het voertuig die kan aanvaard worden voor de uitkering van de vergoeding en, eventueel, de gemeente waarvan sprake in artikel 24, tweede lid.

In geen enkel geval mag de belastbare kracht van het voertuig, die aangenomen wordt voor de uitkering van de vergoeding, 9 PK overtreffen, wanneer het toegestane jaarlijkse maximum aantal kilometers 12.000 kilometer niet te boven gaat, en 14 PK wanneer het toegestane jaarlijkse maximum aantal kilometers 24.000 kilometer niet te boven gaat.

Wanneer de werkelijke belastbare kracht van het voertuig kleiner is dan de door de minister toegelaten belastbare kracht, wordt het bedrag der kilometervergoeding vastgesteld volgens de werkelijke belastbare kracht.

De verplaatsingen binnen de agglomeratie der standplaats mogen door het personeelslid niet in rekening gebracht worden, behoudens bijzondere toelating. In dit geval bepaalt de bijzondere toelating van de minister voor die verplaatsingen een afzonderlijk maximum aantal kilometers.

.../...

Artikel 16.-

Een renteloze lening, aflosbaar binnen vier jaar ten hoogste, kan onder de voorwaarden en volgens een procedure door de Minister van Financiën vast te stellen, voor de aankoop van een auto of een motor toegestaan worden aan de leden van het vastbenoemd of stagedoend personeel, die door de Staat bezoldigd worden en een ambt uitoefenen dat geregeld verplaatsingen met zich brengt, indien de totale per auto of motor af te leggen afstand ten minste 18.000 kilometer per jaar bereikt. De Minister van Financiën kan dit minimum getal kilometers evenwel in bijzondere gevallen tot 12.000 kilometer verminderen.

Artikel 17.-

De genoemde lening mag de aankoopprijs van het voertuig (met inbegrip van de belasting)niet te boven gaan en alleszins niet meer bedragen dan 100.000 frank voor een auto en 30.000 frank voor een motor.

Artikel 18.-

Bij wijze van aflossing van die lening,wordt een inhouding gedaan op het bedrag der aan de betrokkenen toegekende kilometervergoeding. Behoudens instemming van de betrokkene,mag die inhouding niet meer bedragen dan de annuïteit in de akte van lening bepaald.

Artikel 19.-

Wanneer het ambt van het personeelslid aan wie een lening is toegestaan een einde neemt vóór de lening is afgelost, is de betaling van het saldo opeisbaar binnen een termijn van drie maanden.

.../...

Artikel 20.-

De personen die voor hun dienstverplaatsingen gebruik maken van een voertuig dat hun toebehoort, hebben recht, tot goedmaking van al de kosten die uit het gebruik van het voertuig voortspruiten, op een kilometervergoeding vastgesteld overeenkomstig de navolgende tabel :

Klasse	Belastbare kracht (P.K.)	Vergoeding per kilometer		
1	2	3	4	5
I.	19 en +	4,30	3,95	2,80
	18	4,05	3,75	2,60
	17	3,80	3,55	2,40
	16	3,70	3,45	2,30
	15	3,55	3,35	2,20
II.	14	3,40	3,25	2,10
	13	3,25	3,15	2,--
	12	3,10	3,--	1,90
	11	2,95	2,85	1,85
	10	2,80	2,70	1,80
III.	9	2,70	2,60	1,75
	8	2,60	2,50	1,70
	7	2,45	2,40	1,60
	6	2,35	2,30	1,50
	5 en minder	2,20	2,15	1,40
Motors	cylinderinhoud 350 cm3 en meer	1,25		0,95
Motors	cylinderinhoud : beneden 350cm3	1,15		0,85

.../...

De bedragen in kolom 3 worden toegekend voor de eerste 12.000 kilometer, behalve wanneer het personen betreft die vrijgesteld zijn van de verkeersbelasting; deze ontvangen voor de eerste 12.000 kilometer het bedrag bepaald in kolom 4.

De vergoeding bepaald in kolom 5 wordt toegekend :

1° voor de verplaatsingen van het Rijkspersoneel te rekenen van de 12.001e kilometer in de loop van elk jaar ;

2° voor de verplaatsingen van leden van het Rijkspersoneel, die tevens een vrij beroep uitoefenen ;

3° voor de verplaatsingen van personen die niet tot het Rijkspersoneel behoren.

Voor de verplaatsingen in bezet Duitsland, wordt het bedrag van de vergoeding verminderd met 25 t.h.

Artikel 21.-

De personen die gemachtigd zijn in het belang van de dienst gebruik te maken van hun eigen auto of motor, zijn gehouden een verzekering aan te gaan om de Staat te dekken tegen elk risico bij ongevallen overkomen aan derden. Zij die de in artikel 16 van dit besluit bepaalde lening genieten, zijn gehouden een verzekering aan te gaan tot dekking van de Staat tegen alle risico's.

Artikel 22.-

Aan de ministers en aan de provinciegouverneurs die voor hun verplaatsingen gebruik maken van hun eigen wagen in de plaats van de wagen door de Regering tot hun beschikking gesteld, wordt een forfaitaire vergoeding van 4,50 frank per kilometer toegekend. Al de kosten die voortvloeien uit het gebruik van hun wagen zijn te hunnen laste.

.../...

Afdeling 4. - Bepalingen aan de afdelingen 2 en 3 gemeen.

Artikel 23.-

De minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, is gemachtigd het bedrag der in dit besluit bedoelde vergoedingen bij algemene beschikking te wijzigen, wanneer de prijs van een der berekeningsfactoren gewijzigd is.

Dezelfde machtiging wordt aan de Minister van Financiën verleend ten aanzien van het bedrag van de lening, wanneer de economische omstandigheden zulks rechtvaardigen.

Artikel 24.-

Voor de berekening der kilometervergoedingen wordt als grondslag genomen de werkelijke afstand in kilometer volgens de gevolgde wegen. De ambtenaren of beambten evenwel die niet wonen ter standplaats van hun ambt en die een dienstreis ondernemen met hun woonplaats als vertrek en eindpunt, kunnen geen hogere vergoeding bekomen dan die welke hun zou verschuldigd zijn indien de verplaatsingen van of naar hun standplaats waren geschied.

In alle gevallen waarin de standplaats van het personeelslid gelegen is buiten de sector van zijn administratieve werkzaamheid, zal de toelating om in het belang van de dienst gebruik te maken van een eigen motor of auto binnen de sector een gemeente opgeven die zal beschouwd worden als vertrekpunt voor de berekening van de afstand der ritten afgelegd in het belang van de dienst.

.../...

Artikel 25.-

De vergoedingen bepaald in de artikelen 10, 11, 14 en 20 van dit besluit worden uitgekeerd op overlegging van een verklaring op erewoord, gestaafd door een omstandige opgave van het getal kilometers voor de dienst afgelegd, zonder dat dit getal voor de vergoedingen bepaald in artikel 20 het overeenkomstig artikel 15 voorgeschreven maximum mag overschrijden. De juistheid van de gegevens door de betrokkenen verstrekt,kan met behulp van de reiswijzer worden nagegaan.

Artikel 26.-

De kabinetshoofden der ministers, de secretarissen-generaal van een ministerie en de opperofficieren zijn gemachtigd voor hun dienstverplaatsingen hun eigen auto te gebruiken.

De bepalingen van artikel 15 zijn op hen niet van toepassing. Zij bekomen de vergoeding op overlegging van een verklaring op erewoord met opgave van het getal kilometers in het belang van de dienst afgelegd, zonder dat dit getal 18.000 kilometer per jaar mag te boven gaan. De werkelijke belastbare kracht van het voertuig bepaalt het bedrag van de kilometervergoeding.

Artikel 27.-

De vergoeding bepaald ten bate van de ministers en de provinciegouverneurs wordt hun uitgekeerd op overlegging van een verklaring, die het getal kilometers afgelegd in de loop van de in aanmerking genomen periode opgeeft.

.../...

Artikel 28.-

De niet tot het bestuur behorende personen die deel uitmaken van commissies of examencommissies, kunnen door de betrokken minister gemachtigd worden hun eigen wagen te gebruiken. In dit geval zijn de bepalingen van de artikelen 15 tot 20 op hen niet van toepassing. Zij bekomen een vergoeding die gelijk is aan de waarde van de reisorder waarop zij aanspraak kunnen maken.

HOOFDSTUK III. - OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 29.-

De personen die vroeger gemachtigd werden gebruik te maken van een voertuig van een hogere belastbare kracht dan die van de klasse waartoe zij behoren, genieten, bij wijze van overgang en tot hun huidige wagen vervangen wordt, een vergoeding berekend naar het bedrag dat overeenstemt met de belastbare kracht van bedoelde wagen.

Artikel 30.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 12 Januari 1923 tot vaststelling van de reiskosten ;

2° het koninklijk besluit van 13 November 1928 dat wijziging brengt in sommige bepalingen betrekkelijk het stelsel der kosten van vervoer der Rijksambtenaren en -beambten;

3° het koninklijk besluit van 26 October 1935 tot wijziging van de rangschikking gevestigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 12 Januari 1923, gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 September 1935 houdende vaststelling van de reiskosten van de ambtenaren en agenten der ministeriële departementen ;

.../...

4° het koninklijk besluit van 28 October 1938 houdende toelating, vanaf 1 Januari 1939, tot uitkering van de vergoedingen die werkelijke lasten dekken.

Dit besluit wordt opgeheven met ingang van 15 Februari 1946 ;

5° het koninklijk besluit van 5 Augustus 1939 waarbij met ingang van 1 October 1938 het stelsel der reisorders wordt ingevoerd ;

6° het koninklijk besluit van 8 April 1940 tot wijziging van het besluit van de Regent van 12 Januari 1923 ;

7° het besluit van de Regent van 9 Maart 1947 betreffende het bezigen in het belang van de dienst van autorijtuigen of motors door ambtenaren en beambten der ministeriële departementen ;

8° het besluit van de Regent van 9 Maart 1947 betreffende het bezigen van motors die eigendom van de Staat zijn en in huur genomen rijtuigen ;

9° het besluit van de Regent van 9 Maart 1947 betreffende het bezigen in het belang van de dienst van autorijtuigen door de ministers en de provinciegouverneurs;

10° het besluit van de Regent van 24 Februari 1948 betreffende het gebruik, in het belang van de dienst, van auto's of motors, eigendom van de officieren van het departement van Landsverdediging.

.../...

Artikel 31.-

Dit besluit treedt in werking de 1ste van de maand volgend op de bekendmaking er van in het Belgisch Staatsblad, met uitzondering van artikel 28 dat uitwerking heeft op 1 Januari 1949.

Artikel 32.-

Onze ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS,

De Eerste-Minister,

De Minister van Financiën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J.SUETENS, président du Conseil d'Etat, président,
De Heren : : voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,
M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State,

J.VAUTHIER, assesseurs de la section de législation,
F.DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier, griffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H.Eerste-Minister.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K.MEES.